

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE

5-CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a) Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse :

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune :

b) Type de production sur l'exploitation

arboriculture	Surface :
maraîchage	Surface :
vivrier	Surface :
horticulture	Surface :
pâturage	Surface :
grandes cultures (céréales, oléo protéagineux...)	Surface :
autres cultures (préciser)	Surface :
bovin et bubalin	Effectif :
ovin-caprin	Effectif :
porcin	Effectif :
volaille	Effectif :
autres élevages (préciser).....	Effectif :
autres activités liées à l'exploitation : agrotourisme, ferme auberge, etc (préciser).....	

6-CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Localisation du projet :

Identique à la localisation du siège de l'exploitation :

Sinon, préciser l'adresse du projet :

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune :

b) Nature et descriptif succinct du projet :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE

- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,
- Le cas échéant, que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production relève de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture,
- Le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital (pour les formes sociétaires autres que les GAEC),
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet
- avoir pris connaissance que l'opportunité de ma demande sera examinée en commission départementale d'orientation agricole et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités régionales et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure.

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant que mon dossier ne soit réputé complet

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire, comptabilité... , pendant dix années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- A informer la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- A permettre l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A tenir une comptabilité sur mon / notre exploitation pendant au moins 5 ans, à compter de la date de décision d'octroi de l'aide et à la transmettre à l'administration sur simple demande de celle ci,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de **5 ans** à compter de la date de décision d'octroi de l'aide ; s'agissant de matériel, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de **5 ans** à compter de la date de décision d'octroi de l'aide
- A fournir le cas échéant des pièces complémentaires sur demande de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt
- A poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural pendant une période de 5 années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- A respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de nos engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural de Guyane, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978)

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE

12-PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE

Pièces à fournir par tous les demandeurs	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	<input type="checkbox"/>		
Copie d'une pièce d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'affiliation à l'AMEXA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité fiscale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration annuelle des salariés	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation de libre disposition du terrain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Récépissé des demandes d'autorisation administrative (permis de construire, loi sur l'eau, installation classée...)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux, plan des aménagements intérieurs	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Déclaration sur l'honneur des aides aux investissements perçues (annexe 1)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de l'autofinancement : 1 : si auto financement inférieur à 15 000 € : attestation sur l'honneur (annexe 2) 2 : si auto financement supérieur ou égal à 15 000 € : relevé de compte récent, attestation de prêt.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie dernier avis d'imposition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Trois derniers bilans financiers et comptes d'exploitation ou à défaut feuille recettes-dépenses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : devis, pro forma	<input type="checkbox"/>		
Descriptif détaillé du projet	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires à fournir par les personnes morales		Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Copie des statuts ou Kbis	Pour les formes sociétaires ou association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la structure	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le service gestionnaire se réserve le droit de demander des pièces complémentaires pour une meilleure appréhension du dossier.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

13-SIGNATURE

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le CNASEA et les autres financeurs.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane.

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE

Annexe 1

DECLARATION DES AIDES AUX INVESTISSEMENTS (EN PLUS DE CELLES FIGURANT AU POINT 10 DU PRESENT FORMULAIRE) PERÇUES AUX COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES FINANCIERS PRECEDENTS LA DEMANDE D'AIDE

L'article 4 du règlement 1857/2006 précise que le montant maximal de l'aide accordée à une petite ou moyenne entreprise ne doit pas dépasser 500 000 euros au cours d'une période de 3 exercices financiers.

A ce titre, doivent donc être comptabilisées dans le calcul de ce plafond de 500.000€ les aides à l'investissement entraînant la réduction des coûts de production, l'amélioration et la reconversion de la production, l'amélioration de la qualité, la préservation et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène ou des normes en matière de bien être des animaux.

Les aides à la transformation, la DJA, ainsi que la bonification (s'il s'agit de prêts JA non associés à de l'investissement) ne sont pas concernées.

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION N'A PERÇU AUCUNE AIDE AUX INVESTISSEMENTS AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES.

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION A PERÇU, LES AIDES SUIVANTES:

Année exercice	Nature de l'investissement	Dispositif d'aide	Montant de l'aide
<i>Exemple : 2007</i>	<i>tracteur</i>	<i>défisicalisation</i>	<i>13 000 €</i>

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE

annexe 2

ATTESTATION DE JUSTIFICATION DE L'AUTO FINANCEMENT LORSQUE CELUI CI EST INFERIEUR A 15 000 €

Je soussigné..... atteste sur l'honneur disposer de la somme de € nécessaire à l'autofinancement de mon projet déposé à la DAF de la Guyane.

Fait à :..... le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)